

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 138 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2846 - Prix : 1€

Agitation à
l'Assemblée

Page 3

1 200 euros, mensonge
maximum sur un
montant minimum

Page 4

Néonicotinoïdes : les
capitalistes du sucre à
la manœuvre

Page 7

Solidarité avec les
migrants !

Page 9

Turquie

L'incurie après
comme avant le
séisme

Page 10

ONU

L'apocalypse selon
Guterres

Pages 11

Une seule
guerre vaut
d'être menée,
celle des
travailleurs
pour leurs
intérêts

La seule guerre que nous avons à mener : la guerre pour nos intérêts de travailleurs

Depuis le 19 janvier, nous sommes engagés dans un bras de fer pour empêcher le report de l'âge de la retraite à 64 ans. Mais comment ne pas s'inquiéter, aussi, des bruits de bottes qui ne cessent de se rapprocher ?

La guerre en Ukraine menace toujours de dégénérer en conflagration généralisée. Aussi lourd de dangers, il y a l'affrontement économique et politique des deux géants que sont les États-Unis et la Chine. Celui-ci est déjà marqué d'une série d'actes guerriers. La semaine dernière, les États-Unis ont détruit un ballon chinois qu'ils accusaient d'espionnage. En même temps, ils installaient quatre nouvelles bases militaires aux Philippines, à proximité d'une Chine encerclée par les bases américaines.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'en est alarmé : « Nous marchons, les yeux grands ouverts, vers une guerre plus large », a-t-il déclaré. C'est un fait : toutes les grandes puissances préparent la guerre en se réarmant à marche forcée. Elles ont même, désormais, avec l'Ukraine, un terrain d'entraînement. C'est là-bas que sont testés les canons et les missiles dernier cri, les chars et les drones bourrés de technologie.

Qu'ils le veuillent ou non, tous les pays sont déjà pris au piège de cette guerre et de la rivalité sino-américaine. Plus les événements s'envenimeront, plus ils seront sommés de choisir leur camp.

Ici, la propagande présente les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne comme des forces de paix garantes de la liberté, de la démocratie et du droit des peuples, quand la Russie et la Chine seraient l'incarnation de la dictature et de l'oppression, autrement dit, l'axe du mal.

C'est oublier que les puissances occidentales n'hésitent pas à fomenter des coups d'État et à appuyer des dictatures sanglantes, comme en Arabie saoudite ou en Afrique, quand elles veulent exploiter et piller une région. Quand un régime leur est hostile, il n'y a pas de souveraineté qui tienne, elles envahissent le pays et le combattent, comme elles l'ont fait en Irak et en Afghanistan. Pour soutenir Israël, leur plus fidèle allié au Proche-Orient, elles ferment les yeux sur la colonisation de la Cisjordanie et enterrent le droit des Palestiniens à disposer de leur propre État.

Les relations internationales ne sont pas guidées par des valeurs morales mais par la lutte permanente des grandes puissances pour l'accès aux matières premières, la captation de nouveaux marchés et la suprématie économique. Pas un kilomètre carré de la terre, des océans, et maintenant de l'espace, n'y échappe. C'est de ces rivalités-là que sont victimes, aujourd'hui, les Ukrainiens.

Les dirigeants occidentaux exploitent les atrocités commises par l'armée russe pour chauffer l'opinion à blanc et pour qu'elle accepte, résignée, de s'engager davantage dans la guerre.

Comme s'il était possible de stopper le carnage en amenant toujours plus d'armes sur le terrain ! Et qui peut croire que Biden ou Macron s'inquiètent des travailleurs et des pauvres d'Ukraine, quand ils montrent tous les jours qu'ils n'ont que faire des classes populaires de leur propre pays !

En Ukraine, il s'avère, sans surprise, que les prétendus défenseurs du peuple se préoccupent d'abord et surtout de leur coffre-fort. Plusieurs proches de Zelensky ont en effet profité de la guerre pour toucher des pots-de-vin. Jusqu'au ministre de la Défense qui a détourné des millions du budget de l'armée ! Et ce n'est rien à côté des profits empochés par les industriels de l'armement, Dassault, Thales... mais cela nous rappelle que, si la guerre est une tragédie pour les peuples, elle est toujours une gigantesque affaire commerciale pour la bourgeoisie.

Alors, non au bourrage de crâne va-t-en guerre ! Non à la livraison d'armes à Zelensky ! Non à l'augmentation des budgets militaires ! La guerre que se mènent les grandes puissances avec, aujourd'hui, la peau des Ukrainiens, et demain, peut-être avec la nôtre, n'est pas notre guerre !

Nous, travailleurs, n'avons pas à choisir entre la grande bourgeoisie exploiteuse occidentale et les oligarques russes ou les nouveaux capitalistes chinois. Ils font partie de la même classe exploiteuse. Partout, c'est de cette classe qu'il faut nous protéger en défendant nos intérêts de travailleurs. Ici, nous avons à poursuivre notre combat contre la retraite à 64 ans, le recul de nos salaires et des droits ouvriers. Il faut le faire en ayant en tête la nécessité de reconstruire une force politique pour pouvoir, demain, refuser de servir de chair à canon dans la guerre que fomentent les capitalistes.

Nathalie ARTHAUD

Agitation à l'Assemblée

Depuis le 6 février, les séances à l'Assemblée sont, presque toutes, prétextes à des manœuvres de diversion de la part du gouvernement qui tente ainsi de faire oublier que c'est la mobilisation des travailleurs contre sa réforme des retraites qui peut le mettre en difficulté.

Dernier exemple, dans la soirée du 14 février, dans le cadre des marchandages avec les députés LR, le gouvernement a été lâché par 38 d'entre eux, qui ont voté contre l'index seniors. La droite historique a ainsi rappelé à Macron qu'il fallait compter avec elle.

Quoi qu'il arrive à l'Assemblée et que les députés aient fini ou non l'examen du projet de loi contre les

retraites, vendredi 17 février ce dernier quittera l'Hémicycle pour le Sénat. Le gouvernement, ayant inscrit cette réforme dans le cadre de sa loi de finances rectificative de la Sécurité sociale, peut imposer un calendrier accéléré, selon l'article 47-1 de la Constitution. Et comme cette dernière est bien faite pour le gouvernement, il lui restera toujours en réserve la possibilité de jouer la carte du 49-3 pour faire passer sa réforme en force, quoi qu'il se passe à l'Assemblée, au Sénat ou dans la commission mixte qui suivra. En somme, le système est verrouillé et même cadenassé de l'intérieur montrant un peu plus le caractère profondément antidémocratique du système parlementaire.

Journalistes et ministres savent

combien le rapport de force se joue ailleurs qu'à l'Assemblée. Ce qu'ils craignent est que le mouvement continue et s'amplifie dans les entreprises et dans la rue, indépendamment du calendrier parlementaire. Car ils savent que les travailleurs pourraient alors faire sauter tous les calendriers, délais et autres cadres légaux de leur prétendue démocratie et obliger le gouvernement à remballer sa réforme.

Loin des bruits inoffensifs de l'arène parlementaire, le gouvernement comme le grand patronat n'ont peur que de la voix puissante de millions de travailleurs en grève, arrêtant la pompe à profits et descendant dans la rue.

Patrons du CAC 40 : retraite par accumulation



Après la divulgation des bénéfices des entreprises du CAC 40, les actionnaires sont à la fête et les grands patrons vont voir leurs rémunérations atteindre des sommets.

Au moins la moitié de leur salaire est en effet constituée d'actions et la part fixe grimpe également. Selon les revues financières spécialisées, ils toucheraient en moyenne 7,4 millions d'euros par an, soit 360 smic annuels.

Il y a là de quoi partir tôt avec

une pension confortable, mais ce n'est pas tout. Les grands groupes ont créé divers systèmes de caisses de retraite supplémentaires où leurs PDG accumulent, aux frais de l'entreprise, de quoi se constituer une

rente pour améliorer l'ordinaire.

Ainsi, le patron de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, dont la rémunération se monte à six millions d'euros par an, pourra, en plus de sa pension annuelle de 756 000 euros, piocher dans son petit magot de retraite supplémentaire de 23 millions d'euros.

Un gros salaire et une retraite entièrement payée par l'entreprise : voilà une bonne idée à appliquer aux pensions des travailleurs.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 24 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS
SAMEDI 25 FÉVRIER de 10H30 à 15H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 26 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 4 MARS de 8H30 à 10H00

1 200 euros, mensonge maximum sur un montant minimum

Le 9 février sur BFM, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Riester, a fait mine de s'offusquer : « *C'est une fake news. On n'a jamais dit qu'on allait donner 1 200 euros à tout le monde.* »

Riester s'y connaît vraiment en fake news. En décembre 2022, lui-même avait déclaré dans un tweet que le gouvernement s'engageait à des pensions à au moins 1200 euros. Ce mensonge éhonté était dans la droite ligne de la stratégie du gouvernement de faire croire aux travailleurs gagnant moins de 1 000 euros de retraite qu'ils allaient toucher beaucoup plus, pour rendre plus présentable son attaque sur les retraites.

En effet, pour toucher ces 1 200 euros brut, soit en fait 1 120 euros net, il faudra avoir fait une carrière complète au smic, c'est-à-dire avoir travaillé à temps plein pendant 43 ans. Or une grande partie des travailleurs, en particulier les femmes, les ouvriers, les employés, ont une carrière hachée avec des emplois à temps partiel et des périodes de chômage. D'après l'économiste Michaël Zemmour, plus de 25 % des retraités,



et même 40 % des femmes, resteraient bien en dessous des 1 200 euros à l'issue de cette loi sur les retraites !

Contrairement à ce qu'il prétend, le gouvernement promet seulement une revalorisation modeste pour une toute petite partie des retraités. Elle pourrait au maximum arriver à 100 euros brut par mois, mais en moyenne serait de 50 euros brut, beaucoup moins que ce qu'ils perdent avec la flambée actuelle des prix.

Pire, les retraités les plus pauvres, ceux qui ne gagnent même pas 1 000

euros par mois, sont ceux qui y perdront le plus. En effet, en touchant un peu plus de retraite, certains d'entre eux vont du coup perdre beaucoup plus en allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et en aide au logement (APL)...

Face à ce mensonge maximal, la meilleure réponse est la mobilisation maximale pour un salaire et une retraite dignes, soit au minimum 2 000 euros net par mois.

Un seul régime spécial à supprimer, celui de Bernard Arnault

Les députés ont voté le 10 février, en première lecture, par 181 voix pour, l'article premier du projet de loi de financement rectificatif de la Sécurité sociale relatif à la suppression des régimes spéciaux de retraite.

Cet article prévoit que les principaux régimes spéciaux, ceux de la RATP, des industries électriques et gazières, dont EDF, des membres du CESE (Conseil économique social et environnemental) et de la Banque de France, disparaissent progressivement.

La rapporteuse Renaissance du texte, Stéphanie Rist, a invoqué sans rire une mesure d'équité. C'est en réalité pour faire des économies – sur le dos des travailleurs – que le gouvernement bataille dans ce sens de-

puis longtemps.

Pour tenter de faire passer la pilule, il a intégré dans son projet de loi une « clause du grand-père » : seuls les travailleurs recrutés à partir du 1er septembre 2023 à la RATP et dans la branche de l'énergie seraient concernés par le recul de l'âge de départ. Mais les syndicats rappelaient que cela n'est en rien une garantie pour les travailleurs recrutés avant septembre 2023. Ainsi des salariés de France Télécom avaient dû renoncer à cette clause lors d'une mutation.

En intégrant la suppression des régimes spéciaux, dès le premier article, le gouvernement pensait sans doute diviser les travailleurs pour mieux faire avaler tout le reste. Mais cela ne prend pas, car ils se rendent

bien compte que quelle que soit leur corporation, leur statut, qu'ils soient du public ou du privé, ces deux ans de travail supplémentaire concernent tout le monde. Le seul régime spécial à supprimer serait celui des actionnaires des grandes entreprises, les Bernard Arnault et consorts, qui accumulent des milliards sur le dos des travailleurs et bénéficient des exonérations et subventions accordées par le gouvernement.

Cet article premier n'est rien d'autre qu'une provocation de plus, qui doit renforcer les rangs des grévistes et des manifestants.

TotalEnergies : ses pompes et ses bonnes œuvres

Pour essayer de faire passer le scandale des 19,1 milliards d'euros de bénéfices du groupe Total, Patrick Pouyanné, son PDG, a annoncé la possibilité d'une nouvelle ristourne à la pompe « *si le litre de gazole dépasse 2 euros* ».

Dans la foulée, Pouyanné a aussi donné les vraies raisons de cette fausse générosité : « *Plutôt que de partir dans un débat autour d'une taxe exceptionnelle sur les profits, nous préférons prendre des mesures de pouvoir d'achat, que les Français ressentent directement.* » Malgré la conviction que le gouvernement ne

taxera pas les profits, le débat autour d'une taxe le gêne un tantinet. Alors il préfère faire l'aumône d'une nouvelle petite ristourne à la pompe. D'autant qu'en 2022 le rabais à la pompe dans les 35 000 stations Total, loin d'écorner les bénéfices du groupe, avait provoqué une véritable ruée sur ses stations.

Mais chassez le naturel, il revient au galop : Pouyanné n'a pu s'empêcher de conditionner ce rabais à l'absence de grève. C'est clair, si vous n'êtes pas sages, vous n'aurez même pas ces miettes.



Les financiers se frottent les mains

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, a déclaré qu'il voyait avec intérêt dans la réforme des retraites le moyen de développer les retraites par capitalisation.

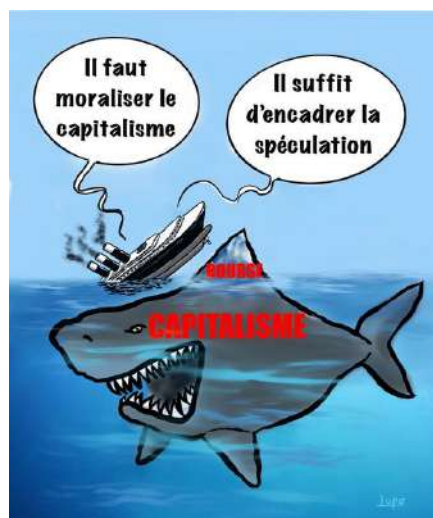
Effectivement, cette réforme servirait à plus d'un titre les intérêts du grand patronat. Non seulement politiquement en voulant écraser un peu plus le monde du travail, en baissant ses revenus mais aussi en offrant une nouvelle manne aux requins de la finance.

Depuis 1993, toutes les réformes des retraites ont conduit à une baisse des pensions. C'est pourquoi de plus en plus de salariés, parmi ceux qui le pouvaient, ont tenté de se constituer une épargne pour la retraite. Les sys-

tèmes par capitalisation se sont développés et représentent déjà 290 milliards d'euros de placements. Cela fait une belle somme que les banques et les compagnies d'assurances utilisent à leur profit. Si la réforme de Macron passe, elle poussera encore plus de salariés à compléter leur pension par une retraite par capitalisation. Patrick Pouyanné comme l'ensemble des capitalistes lorgnent sur ce futur magot.

Avec la financiarisation de l'économie, les gouvernements successifs ont mis à la disposition de la spéculation des pans entiers de celle-ci. Et si le gouvernement insiste pour passer cette réforme c'est, aussi, pour offrir aux spéculateurs la perspective de

conquérir un marché de plus de 28 millions de cotisants.



Paroles du maître à son larbin

120 millions d'euros, c'est la somme que le gouvernement a accepté de mettre au pot pour « sauver » Air Austral, la compagnie aérienne réunionnaise, reprise il y a peu par un consortium de capitalistes « péi » emmené par le patron du premier groupe de cliniques privées de La Réunion, Clinifutur.

Carenco, le ministre délégué aux Outre-mer, de passage dans l'île a déclaré avant de se rendre à une réunion

au siège d'Air Austral qu'il était venu « s'assurer que le plan de redressement de l'entreprise était bien engagé ».

En retour Deleflie, le patron de Clinifutur, a asséné : « *Le ministre a dit : c'est au privé de voir comment on gère une boîte et pas à l'État de l'imposer. Si le public remet son nez dans la gestion, ce ne sera pas terrible.* »

En gros, le rappel de Deleflie à

Carenco est le suivant : « Restes à ta place de larbin du patronat ! Contentes-toi de nous apporter les millions, nous on s'occupe de le gérer à notre guise ! ».

Air Austral : opération cadeau à un capitaliste

Le capitaliste Michel Deleflie est désormais le nouveau patron de la compagnie aérienne Air Austral qui jusqu'à maintenant appartenait à 95 % à la Somatra, c'est-à-dire à la Région et au Conseil départemental.

En effet, Deleflie, à la tête du consortium Run Air (majoritaire à 55%), en a pris possession pour une bouchée de pain en y injectant la modique somme de 30 millions

d'euros.

À peine installé, dans le siège de commandant de bord de la compagnie, ce patron qui a une longue expérience dans l'exploitation des travailleurs, en l'occurrence ceux de ses cliniques, appelle le personnel à faire des efforts ! Pour cela, il a eu l'appui du ministre délégué de l'Outremer Jean François Carencu en visite sur l'île, qui s'est fait son porte

voix.

Si ces capitalistes ont mis la main sur Air Austral, ce n'est pas par « patriotisme réunionnais », comme le prétend la présidente de Région, mais uniquement pour le profit.

Envolée des prix : du bla-bla...

De passage dans l'île début février, Michel-Edouard Leclerc, le président du comité stratégique du groupe éponyme, est venu jouer les pythies et nous faire un cours d'économie pour nous expliquer pourquoi les prix vont, selon lui, augmenter de 12 à 30 % dans la grande distribution ces prochains mois.

Ce capitaliste estime que les responsables de l'inflation des prix est dû aux industriels des grandes marques, aux grosses entreprises du transport maritime, et aux grands opérateurs financiers qui spéculent sur le marché des produits alimentaires et autres.

La manœuvre de Michel-Edouard Leclerc consiste donc à désigner les autres profiteurs capitalistes comme les seuls responsables de la vie chère pour tenter de se faire passer pour un dirigeant uniquement motivé par la



défense des intérêts des consommateurs.

La vérité, c'est que ses parts de marché n'ont cessé d'augmenter. Elles atteignent aujourd'hui 29 % à La Réunion. Le groupe Leclerc occupe par ailleurs le premier rang de la grande distribution en France au-

jourd'hui. Lui aussi se gave sur la population.

Ni lui, ni ses concurrents ne protègent les consommateurs de l'explosion des prix. Au contraire, ils y participent pleinement.

... à la réalité !

Sans attendre mai ou juin, nombre de produits de grande consommation (huile, riz, produits laitiers, légumes, viandes, poissons, produits d'entretien) ont vu leur prix augmenter d'un pourcentage à deux chiffres ces dernières semaines dans les grandes surfaces.

Il arrive aussi de plus en plus fréquemment que certains produits disparaissent des rayons, obligeant les consommateurs à se rabattre sur

d'autres marques plus chères !

Tout est bon pour les capitalistes

de la grande distribution pour gonfler les factures aux caisses.



Néonicotinoïdes : les capitalistes du sucre à la manœuvre

Le 8 février, un millier de producteurs de betteraves à sucre sont montés à Paris en tracteur pour protester contre l'interdiction totale des néonicotinoïdes, des insecticides particulièrement toxiques pour les insectes pollinisateurs, la faune du sol et même la santé humaine.

Jusque-là, alors que des interdictions concernant les néonicotinoïdes se succèdent depuis le début des années 2000 en Europe, les producteurs de betteraves ont bénéficié de dérogations accordées par l'État français. Le prétexte invoqué était que les néonicotinoïdes représentaient la seule solution pour protéger leurs cultures contre la jaunisse, une grave maladie de la betterave transmise par les pucerons, qui peut diminuer fortement les rendements, comme ce fut le cas en 2020.

Il existe en fait des alternatives aux néonicotinoïdes, comme l'utilisation d'autres insecticides, moins efficaces mais moins dangereux, ou bien la pratique de techniques culturales différentes, mais elles ne garantissent pas d'obtenir des rendements maximums chaque année. C'est là que le bât blesse car, pour les producteurs de betteraves à sucre, des rendements élevés chaque année permettent de compenser les bas prix auxquels ils vendent leur production.

En effet ces agriculteurs sont complètement inféodés aux groupes de l'industrie du sucre, comme Tereos, qui achète les betteraves à sucre à 12 000 agriculteurs adhérents en France, en assure la transformation en sucre, amidon ou éthanol, intervient dans le monde entier et vient de réaliser plus de 5 milliards

d'euros de chiffre d'affaires.

Depuis la fin de la réglementation du secteur sucrier en Europe, survenue en 2017, les tarifs proposés par les industriels aux producteurs ne sont plus garantis par les États. Les capitalistes peuvent ainsi mettre en concurrence les betteraviers européens avec les agriculteurs du reste du monde (Brésil, Inde...) et pousser les prix à la baisse. Le gouvernement n'en a pas pour autant terminé avec sa politique d'aide aux betteraviers, qui finit inmanquablement par bénéficier aux capitalistes du secteur. Le lendemain de la manifestation, il a annoncé que toutes leurs pertes seront indemnisées si la jaunisse frappe en 2023, une réactivité immédiatement saluée par le groupe Tereos.

Stade de France : les "hooligans" étaient le ministre et le préfet

Le rapport d'une commission indépendante de l'UEFA vient de revenir sur la façon dont, le 28 mai 2022, la finale de la Ligue des Champions s'est déroulée au Stade de France à Saint-Denis.

Les supporters des deux équipes, Liverpool et le Real Madrid, avaient été non seulement agressés et détroussés par des voyous, mais aussi coincés dans des goulets d'étranglement, aspergés de gaz lacrymogènes par la police, et menacés d'écrasement à plusieurs reprises. Dans les jours qui suivirent, le ministre de l'Intérieur, Darmanin, dénonça « *une fraude massive, industrielle et organisée de faux billets* », qui aurait obligé les autorités à multiplier les contrôles.

Le rapport de la commission indépendante de l'UEFA accable les autorités françaises. Pendant la préparation de la rencontre, celles-ci étaient obsédées par la « menace hooligan ». Il y avait en réalité peu de faux billets, et pas du tout de hooligans. En arrivant au stade depuis le RER, des milliers de supporters étaient contrôlés au bout d'un tunnel



Le 28 mai 2022 au stade de France

piétonnier, devant souvent patienter pendant plusieurs heures. Alors que, redoutant une bousculade, ils suppliaient les policiers de fluidifier le passage, ils se heurtaient à des refus catégoriques. Quand, enfin, le passage a été débloqué et qu'ils ont pu approcher du stade, ils ont été aspergés de gaz au poivre. À la fin du match, en revanche, les forces de police n'étaient pas présentes sur le chemin du retour, où de nombreux supporters se faisaient dépouiller par des délinquants. Cependant,

comme les autorités étaient convaincues d'un risque d'« invasion massive » de la pelouse, des centaines de policiers en gardaient l'accès.

Au fond, les supporters du Stade de France ont été témoins et victimes de la haine dont Darmanin et la préfecture de police, alors dirigée par le sinistre Didier Lallement, pouvaient faire preuve contre une foule populaire ; cette haine dont bien des manifestants, des travailleurs et notamment des gilets jaunes, ont également fait l'expérience.

Différence de traitement entre petits trafiquants et grosses huiles

En mai dernier, deux employés de la Société de Production des Huiles de Bourbon étaient surpris en train d'embarquer une quarantaine de cartons (600 litres) de ce produit dont le prix avait flambé, nous disait-on, suite à la guerre qui avait éclaté en février 2022.

Ces deux pieds nickelés vendaient leur butin 6 euros le litre. À eux deux ils se sont fait 3600 euros, 1800 euros chacun. Des pe-

tits gagners donc et qui, de plus, ont risqué de perdre leur emploi pour si peu. Ils ont été condamnés à douze mois de prison avec sursis par le tribunal.



Les capitalistes qui vendent ces bouteilles par centaines de milliers et dont ils ont multiplié le prix du jour au lendemain par quatre ou cinq n'ont, eux, toujours pas été arrêtés. Il paraît même qu'ils continuent leur trafic en toute liberté et en toute légalité !

Europe : entente contre les migrants



Tous les chefs d'État de l'Union européenne se sont entendus, au cours du sommet du vendredi 10 février, pour renforcer la lutte contre l'immigration.

De nouvelles clôtures aux frontières de l'UE et entre pays de l'UE vont être construites et financées par l'Europe.

2 000 km de murs ou de barbelés sont déjà en place dans douze pays de l'Union, comme en Espagne, à la frontière avec le Maroc, en Bulgarie, pour bloquer les migrants venant de Turquie, et même en France, à Calais, pour les empêcher de rejoindre l'Angleterre. La barrière la

plus longue fait 500 km. Elle est située entre la Lituanie et la Biélorussie.

Officiellement, la France et l'Allemagne sont opposées au financement des murs et des clôtures par l'UE. C'est pourquoi la déclaration finale ne les mentionne pas. Mais elle parle de restreindre les visas ou de faire pression sur les pays d'où sont originaires les migrants, au travers de l'aide au développement par exemple, pour qu'ils bloquent leurs ressortissants. Et puis, si les murs ne seront pas financés, les « clôtures mobiles », les tours de guet et les véhicules de surveillance, le seront ! Ce

n'est qu'une question de sémantique. De la part des dirigeants européens, c'est surtout une posture hypocrite. Car c'est la domination des grandes puissances aux quatre coins du monde qui est responsable de bien des guerres et de la misère qui poussent des femmes et des hommes à tout quitter pour espérer vivre mieux dans un pays « riche ».

Cette déclaration de l'Union européenne qui appelle au renforcement immédiat des mesures contre les migrants montre quel avenir se profile. L'Europe d'aujourd'hui fait de plus en plus penser à celle des années 1930 où les prétendues démocraties, comme la France, côtoyaient les dictatures fascistes comme celles de Hitler et de Mussolini et s'entendaient avec elles pour faire des migrants de l'époque, souvent les Juifs, les parias du continent. Ceux qui fuyaient l'Allemagne ou l'Autriche devenues nazies ne trouvaient pas de refuge : ni en France ni aux États-Unis. Les visas n'étaient plus délivrés. Les quotas d'immigration, dérisoires, étaient dépassés. Beaucoup de migrants étaient renvoyés dans leur pays d'origine où ils risquaient la mort, tout comme c'est souvent le cas aujourd'hui.

Solidarité avec les migrants !

Mercredi 8 février une nouvelle embarcation de migrants est arrivée à la Pointe des Galets, au Port, avec à son bord 18 Sri-Lankais dont un enfant de moins de 5 ans.

C'est le deuxième bateau de pêche transportant des migrants sri-lankais qui accoste l'île depuis le début de l'année. Le premier c'était le 14 janvier avec 69 migrants. Ces 18 personnes ont été enfermées immédiatement dans la zone d'attente de l'aéroport de Gillot avant d'être autorisés ou non à entrer sur le territoire français. Cette zone d'attente créée en 2019 et située au sous sol de l'aéroport, ne peut accueillir plus de 20 personnes.

Depuis sa création, les associations d'aides aux migrants, ainsi que les avocats qui assurent leur défense, dénoncent des conditions indignes.

En effet, les chambres sont exiguës, humides et obscures. Il n'existe ni système de ventilation, ni système de climatisation. Il n'y a que 5 lits superposés et une dizaine de matelas

Pour la Cimade, c'est « *un lieu d'enfermement déshumanisant et maltraitant* » ; « *Les personnes sont mélangées entre mineurs et majeurs, hommes et femmes, familles et hommes isolés* ».

Les seuls travaux pour tenter d'améliorer les conditions d'accueil ont été ...le renforcement des barrières de fer pour éviter les évasions ! (Le Quotidien du 9 février 2023).

Après ce passage en zone d'attente où il sont entendus brièvement, la plupart des Sri-Lankais sont expulsés vers leur pays.

Ainsi, sur les 69 migrants arrivés le 14 janvier, 38 ont quitté La Réunion contre leur gré 11 jours après.

Ceux qui ont été autorisés à entrer sur le territoire, attendent l'examen de leur demande d'asile.

Là encore, les centres d'hébergement manquent cruellement. La plupart du temps, les migrants sont livrés à eux-mêmes et ne peuvent compter que sur l'aide d'associations pour se loger et pour manger.

L'État français réserve ce traitement inhumain à ceux qui fuient l'oppression et une misère insoutenable. C'est indigne. Mais c'est la marque d'un système qui sacrifie les pauvres pour enrichir les riches. Un système qu'il faut combattre avec la force de tous les exploités.

DANS LES ENTREPRISES

Commerce : licenciements et fortunes consolidées

Vingt-quatre heures après l'annonce de la mise en redressement judiciaire de Kookaï, l'enseigne de chaussures André a connu le même sort. Go Sport, Place du marché (ex-Toupargel), Camaïeu, la liste des travailleurs mis au chômage est longue. De leur côté, les riches familles propriétaires de ces enseignes se portent bien, très bien.

Ainsi, Kookaï, André et San Marina faisaient partie, jusqu'en 2020, du groupe Vivarte, propriété de la famille Descours, à la tête d'une trentaine d'enseignes, toutes aujourd'hui revendues ou liquidées, avec, au total des milliers de travailleurs jetés à la rue. Cela sans le moindre dommage pour la famille Descours, qui a recréé un groupe dans l'immobilier, le luxe et les vins et champagnes haut de gamme.

Il en est de même du côté de la famille Mulliez, 6e plus grosse fortune

du pays, qui contrôle Auchan, Decathlon, Leroy Merlin et plusieurs dizaines d'enseignes. Dans les cinq dernières années, les Mulliez ont liquidé des magasins par dizaines chez Phildar, Jules, Brice, Picwic Toys ou Alinea. Aujourd'hui, les Mulliez ont décidé de se séparer de l'enseigne de vêtements Pimkie, la revendant à un repreneur tout en fermant une centaine de magasins sur 213 et en licenciant près de 500 salariés.

La liquidation de Camaïeu, elle, a été l'occasion de rappeler la fortune de son propriétaire Ohayon, passée en un an de 900 millions à 1,1 milliard d'euros. Aujourd'hui, en plus de Go Sport et Gap, ce sont les trois holdings financières qui viennent d'être mises en redressement judiciaire. Les salariés de 22 Galeries Lafayette de province et ceux de trois hôtels de luxe sont menacés de perdre leur emploi, mais le

PDG reste bien assis sur son tas d'or.

Les mises en redressement et les liquidations judiciaires n'ont certainement pas fini de se multiplier. Mais les travailleurs n'ont aucune raison de se soumettre aux décisions de tribunaux de commerce qui sont favorables à leurs riches propriétaires. Les salariés sont de plus en plus nombreux, face à une petite minorité de profiteurs fortunés, à voir leurs conditions de vie menacées. Il faut imposer que ces fortunes accumulées servent à garantir les salaires et les emplois.



NAO dans le BTP : profits en hausse, salaires au plancher

Les négociations annuelles obligatoires ont commencé dans le BTP.

Comme les années précédentes, les représentants du Medef Réunion ne veulent pas entendre parler d'augmentation de salaires.

Son président Didier Fauchard, n'ayant pas peur du ridicule, a déclaré à cette occasion : « Attention à ne pas casser la machine. Nous devons passer la tempête ensemble, ne pas casser l'outil de production. Créer une

entreprise coûte plus cher que de la maintenir ».

Ce que craignent les patrons, ce n'est pas que les ouvriers cassent l'outil de production. Ils sont assez grands pour le faire tout seuls quand leurs intérêts le leur commandent. Non, ce qu'ils craignent, c'est que les ouvriers du BTP leur demandent des comptes et qu'ils doivent casser leur tirelire bien remplie pour augmenter les salaires !

Eh bien si les capitalistes du BTP ne veulent rien entendre, il reste toujours la solution d'arrêter les chantiers. Les patrons réfléchissent plus vite quand on leur met la pression et que la pompe à fric tourne à vide !

DANS LE MONDE

TURQUIE :

L'incurie après comme avant le séisme

Une semaine après le séisme du 6 février, on dénombrait déjà plus de 35 000 morts, dont la majorité en Turquie. Des dizaines de milliers de personnes seraient sous les décombres et près de 200 000 seraient blessées. Des centaines de milliers encore, voire des millions, sont sans abri. Le bilan final pourrait s'approcher de 100 000 morts.

Pour le président turc Recep Tayyip Erdogan, on ne peut accuser que la fatalité. Mais, pour une grande partie de la population du pays, la responsabilité du président et de son gouvernement est évidente, bien sûr non dans le séisme, mais dans ses conséquences. Ses déplacements dans la région sinistrée, ses caresses aux enfants devant les photographes et ses saluts n'y changent rien.

À la suite du grand tremblement de terre de 1999 dans la région d'Istanbul, qui avait causé la mort de 17 000 personnes, théoriquement, l'État avait pris des mesures. Un système de contrôle de la fiabilité des nouvelles constructions avait été instauré, dont la propagande gouver-

nementale vantait l'efficacité pour prévenir les dégâts occasionnés par de futurs séismes probables dans cette région située à la limite de trois plaques tectoniques. Mais cela n'a guère eu de suite. La corruption généralisée à tous les niveaux de l'appareil de l'État aidant, les promoteurs immobiliers ont pu tricher sur les normes pour faire baisser les coûts de revient des constructions. Des économies ont pu être faites sur la quantité de ciment, d'armatures métalliques dans le béton, sur les fondations.

Face à la colère qui gronde contre les mafias du bâtiment, le gouvernement a lancé 134 enquêtes et de nombreux mandats d'arrêt. Certains promoteurs ont déjà été arrêtés. Cette manœuvre pour se dédouaner fera difficilement oublier que le pouvoir est complice de cette gabegie dans la construction.

Face au tremblement de terre lui-même, le gouvernement a été loin de mobiliser dans l'urgence les énormes moyens d'État, en particulier l'armée. En fait, Erdogan a attermy pendant de longs jours,

laissant au voisinage et aux familles l'organisation des secours aux habitants coincés sous les décombres.

En revanche, dès le lendemain du séisme, le gouvernement a restreint l'accès à Twitter et à d'autres réseaux sociaux, ce qui a suscité un mécontentement dans tout le pays. Le but était clairement de garder la maîtrise des événements.

À la suite du séisme, le gouvernement semble avoir atteint des sommets d'impopularité dans la population, et pas seulement dans la vaste région touchée par la catastrophe et ses conséquences. Erdogan a donc déclaré l'état d'exception dans l'ensemble du pays et fermé les écoles et les universités jusqu'au 20 février, laissant entendre que, au-delà, une année au moins serait nécessaire pour rétablir la situation. Il pourrait prendre prétexte de cela pour reculer les élections présidentielles et législatives prévues pour le 14 mai, qui se présentent fort mal pour lui.

La population livrée à elle-même

En Syrie, le bilan des victimes du tremblement de terre survenu le 6 février dans le nord-ouest du pays ne cesse de s'alourdir. Les blessés se comptent par milliers, et 2,5 millions d'enfants syriens seraient touchés selon l'Unicef.

Seuls, les habitants eux-mêmes sont intervenus immédiatement pour tenter de retrouver des survivants. À mains nues ou à l'aide d'outils rudimentaires, prenant des risques pour eux-mêmes, ils ont réussi à sortir vivantes des personnes coincées sous les décombres. Quant aux survivants, ils doivent tenter de tenir dans le

froid, tenaillés par la faim.

En fait, la population ne voit venir aucune aide du côté du gouvernement de Bachar al-Assad ni des pays occidentaux. « *Comment est-il possible que l'ONU ait envoyé à peine quatorze camions d'aide ? Nous n'avons rien reçu ici. Les gens sont dans la rue* », déclarait un habitant d'Harem, une ville du nord de la Syrie. Les dirigeants européens, lors de la réunion de la Commission européenne du 8 février, soit deux jours après le séisme, se sont contentés de décider... d'accepter de fournir une aide à la Syrie, une aide que la popu-

lation sinistrée attend encore.

Les États-Unis en sont également restés aux déclarations. Les sanctions imposées par les dirigeants américains et européens à l'encontre du régime seraient finalement allégées. Mais elles sont responsables depuis bien longtemps de l'aggravation de la situation dans ce pays qui s'enfonce dans la misère, où les structures hospitalières et les écoles sont à l'abandon et où le choléra est réapparu. Les dirigeants des pays impérialistes ne se soucient en fait pas plus du sort de la population syrienne que le régime lui-même.

ONU

L'apocalypse selon Guterres

« *M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a prévenu aujourd'hui les États Membres réunis à l'Assemblée générale que "l'humanité n'a jamais été aussi près de son heure la plus sombre, même au plus fort de la guerre froide". Le monde se dirige en effet vers le minuit de "l'Horloge de l'apocalypse", c'est-à-dire son autodestruction, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'emballement de la catastrophe climatique, la montée des menaces nucléaires, et l'affaiblissement des normes et des institutions mondiales, a-t-il dépeint, estimant le moment venu de "nous réveiller" et de "nous mettre au travail".* »

C'est en ces termes que la publication officielle des Nations unies résume les propos de son secrétaire général devant l'assemblée du 6 février. Au-delà des représentants à l'ONU des divers États auxquels il s'adressait, Antonio Guterres propose donc aux dirigeants politiques et à ceux des grandes entreprises de taille mondiale de « se réveiller ». Il voudrait qu'ils passent d'une politique de l'instant, dictée

par la recherche des profits immédiats, à une politique raisonnable, c'est-à-dire tenant compte de l'intérêt général. Faute de quoi le genre humain irait à l'apocalypse, rien de moins.

Il n'y a évidemment aucun espoir qu'ils le fassent, et Guterres est plutôt bien placé pour le savoir. L'ONU a en effet été le témoin muet voire l'acteur de bien des exactions impérialistes depuis 1945, de la guerre en Corée à la première guerre du Golfe, à la reconnaissance de fait de toutes les dictatures, du soutien indéfectible à la politique américaine à la bénédiction quotidienne de la

libre entreprise, des trusts et des milliardaires. Guterres le sait évidemment et il sait trop bien où cette situation peut mener.

Il est frappant que Guterres, un des dirigeants du monde capitaliste, ne peut imaginer autre chose pour celui-ci qu'une vision apocalyptique. Il faut souhaiter que les symptômes qu'il décrit, et que chacun constate en effet, soient plutôt les prémisses de convulsions révolutionnaires et annoncent non pas la fin de l'humanité mais, plus joyeusement, celle du système capitaliste.



À l'heure où la population de Mayotte se débat dans des problèmes sans fin : chômage, bas salaires (SMIC inférieur de 32 % au national), vie chère, manque de logements, d'hôpitaux, d'écoles, d'eau potable, de transports en commun, misère et ségrégation générant la délinquance, où donc les pouvoirs publics et l'État comptent leur sous

quand il s'agit de répondre aux besoins élémentaires du pays, les représentants du conseil départemental n'ont rien trouvé de mieux que de dépenser 12 millions d'euros pour déménager leur délégation à Paris du 10ème arrondissement vers le 16ème, non loin de la Porte d'Auteuil, quartier chic s'il en est où le prix du mètre carré crève tous les plafonds ! (Le

Quotidien du 10 février 2023)

Présent à la cérémonie d'ouverture de son nouveau local de 600 mètres carrés, le président du conseil départemental de Mayotte devait ensuite rendre visite au ministre de l'Intérieur, Darmanin, pour lui parler des problèmes mahorais...

Chômage en hausse

Le taux de chômage dans ce département français de l'océan Indien a encore augmenté. Il était de 31 % en 2019, il est passé à 35 % en 2022.

Alors que la population ne cesse d'augmenter, surtout sa fraction en âge de travailler, le nombre d'emplois a baissé de 2000 entre 2019 et 2022, plus particulièrement les emplois à

domicile... occupés par les natifs de l'étranger. En clair ce sont les originaires des Comores, « en situation irrégulière », les plus exploités qui paient le plus chèrement les conséquences de la crise économique, des suppressions d'emplois opérées par les patrons et le refus de l'État français d'investir dans ce terri-

toire. Un État qui n'est bon qu'à menacer les pauvres du bâton !

Mépris colonial

S'il est un département français où les retraites sont particulièrement basses, c'est bien Mayotte.

La retraite moyenne nette des retraités mahorais est aujourd'hui de 276 euros, soit à peine 20 % de ce que perçoivent en moyenne les retraités de France métropolitaine.

Quant à l'Allocation de Solidarité pour Personnes Âgées, elle n'est que

de 480 euros, soit la moitié de celle versée en métropole ou à La Réunion.

L'État français montre ainsi tout le mépris qu'il a pour les anciens travailleurs de ses colonies. Français sur le papier, mais pas assez pour bénéficier des mêmes droits que ceux de métropole !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

Prénom :

Adresse:

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :
Lutte ouvrière
 BP 184
 97470 SAINT-BENOÎT
 e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n°
 1019C85576
 Directeur de publication : Didier Lombard
 Tirage : 100 exemplaires
 ISSN : 2552-7282



Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 229 (février 2023):

- Pour les retraites et les salaires, pour une véritable riposte ouvrière
- Total, fruit d'un accord entre la bourgeoisie française et son État, nourri au pillage des colonies
- Haïti : l'État des gangs
- Métaux rares, transition énergétique et capitalisme vert
- Scission du NPA : les conséquences de l'opportunisme
- La réédition du *Staline* de Léon Trotsky

Prix: 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres.

